La séparation des pouvoirs

Elaboré par les philosophes Locke et Montesquieu la théorie de la séparation des pouvoirs vise à séparer les différentes fonctions de l'État afin de limiter l'arbitraire et d'empêcher les abus.

La théorie dite classique distingue trois fonctions :

- La fonction législative : l'édiction des règles ;
- La fonction exécutive : l'exécution de ses règles ;
- La fonction juridictionnelle : Le règlement des litiges.

Cette théorie plaide pour que ces fonctions sont exercées par des organes distincts indépendants les uns des autres tant par leur mode de désignation que par leur fonctionnement. Chacun de ses trois organes devient ainsi l'un des trois pouvoirs :

- Le pouvoir législatif exercé par des assemblées représentatives ;
- Le pouvoir exécutif détenu par le chef de l'État et par le Gouvernement ;
- Et le pouvoir judiciaire aux mains des juridictions.

Objectif : aboutir à l'équilibre des différents pouvoirs.

Cette séparation constitue une barrière face au despotisme et à la tentation du pouvoir personnel puisqu'aucune personne ne peut concentrer entre ses mains la totalité des attributs de la souveraineté. La France a développé sa propre conception en privilégiant la collaboration à la stricte séparation ; ainsi la distinction entre législatif, exécutif et judiciaire demeure, mais ces différents pouvoirs disposent de moyens d'action à l'égard des autres. Par exemple le chef de l'État peut dissoudre l'une des chambres composant le Parlement ; de son côté le pouvoir législatif peut renverser le gouvernement ; enfin, les magistrats du parquet sont soumis à l'autorité hiérarchique du garde des sceaux.

Dans l'affaire du « Pénélope gate », l'une des contre-attaques des avocats de François Fillon a été de contester la légitimité de l'enquête menée contre lui en raison du non-respect du principe de la séparation des pouvoirs. Selon eux, seule une instance parlementaire aurait pu lancer ces investigations.